

NOTE INFORMATIVE AUX ACTEURS HDP TRAVAILLANT DANS LE TERRITOIRE DE D'JUGU PROVINCE DE L'ITURI

Période : Juin et Juillet 2025

0. Orientation générale

Le Conflict Sensitivity Hub génère des notes explicatives sur la surveillance du contexte, pouvant aider les intervenants HDP¹ à mieux incorporer la sensibilité aux conflits dans leurs activités et procédures organisationnelles. Étant donné que la situation à l'est de la RDC peut changer rapidement, ces notes sont particulièrement pertinentes et bénéfiques lorsqu'elles sont produites et utilisées dans un délai relativement court. Néanmoins, elles demeurent bénéfiques sur le long terme pour documenter les évolutions dans le contexte et préserver un souvenir des événements susceptibles d'enrichir un processus d'apprentissage. Ce document a pour but de donner aux acteurs HDP des informations sur les évolutions récentes du contexte de conflit dans le territoire de Djugu, en province de l'Ituri, afin d'ajuster leurs interventions au contexte.

1. Présentation sommaire du contexte

Le territoire de Djugu, situé dans la province de l'Ituri, au nord-est de la République Démocratique du Congo, est l'un des foyers de tensions les plus persistants de l'est du pays. Il est composé de sept chefferie (Bahema, Baguru, Bahema-Badjere, Bahema-Banywagi, Bahema-Nord, Mabendi, Mambisa et Ndo-Okebo) et quatre secteurs (Banyali-Kilo, Walendu-Djatsi, Walendu-Pitsi et Walendu-Tatsi). Djugu est peuplé principalement par les communautés Hema, Lendu, Alur et autres groupes minoritaires (Bhale, Banyali Kilo, Mabendi, Mambisa, Ndo Ukebo et Pygmées)

Bien que disposant de ressources naturelles importantes, notamment de gisements aurifères dans les localités de Mongbwalu, Kobu et Kpandroma, le territoire reste marginalisé en matière d'infrastructures et de services sociaux de base, exacerbant la pauvreté et les frustrations locales².

Le territoire de Djugu est profondément marqué par un antagonisme persistant entre les communautés Hema et Lendu, deux groupes majoritaires de l'Ituri. Ce conflit, centré sur les enjeux fonciers, les rivalités autour du pouvoir coutumier et les questions identitaires, s'est enraciné au fil des années, rendant la violence quasi permanente. Les affrontements, alimentés par la concurrence pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles, ont conduit à de graves violences intercommunautaires, incluant massacres et déplacements forcés. Certains leaders communautaires jouent un rôle clé dans l'exacerbation de ces tensions, en instrumentalisant les clivages à des fins d'influence ou de mobilisation³.

2. Description des facteurs, causes structurels et sous-ajacentes

✓ Facteurs et causes structurels :

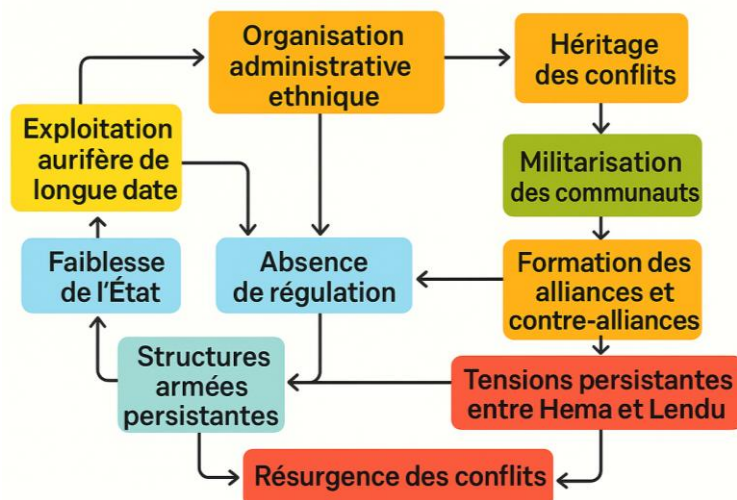
Le territoire de Djugu est marqué par une résurgence de conflits violents depuis plusieurs années. Cette instabilité repose sur une combinaison de facteurs historiques, structurels, économiques et communautaires. Les tensions entre les communautés Hema (principalement éleveurs et

¹ Humanitaire, Développement et Paix.

² Groupe d'étude sur le Congo (GEC), "Les racines des violences en Ituri", 2021.

³ Turner, T. (2007). The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality

commerçants) et Lendu (majoritairement agriculteurs) trouvent leurs racines dans les rivalités historiques liées à l'accès à la terre et aux ressources naturelles. L'approche coloniale qui se fondait sur l'exploitation économique utilisant une réorganisation des frontières intercommunautaires qui consistait à désigner les Hema comme supérieurs et les Lendu comme inférieurs⁴ est considérée par la majorité des études comme une source profonde des conflits et autres tensions intra-communautaires.



L'exploitation aurifère de longue date a eu comme effet la convoitise des ressources, une compétition intercommunautaire et une organisation administrative ethnique. Cette dernière a aussi fait grandir un sentiment d'exclusion et des tensions entre les Hema et les Lendu.

La faible présence de l'État dans le territoire de Djugu, combinée à une gouvernance locale perçue comme partisane, alimente un sentiment de marginalisation au sein de plusieurs communautés. Le

manque d'accès équitable aux services de base tels que l'éducation, la santé et les infrastructures renforce ce sentiment d'injustice⁵.

À cause de la faible présence de l'État, l'impunité a érigé domicile et les tensions communautaires n'ont pas pu être gérées efficacement et à temps. Les communautés se sont militarisées via la formation de milices communautaires pour la défense des intérêts de leurs communautés et les tensions communautaires ont persisté. L'on a alors assisté à des luttes armées persistantes et à une création d'alliances et contre-alliances. Le conflit armé de 1999 à 2003 entre les communautés Hema et Lendu, a causé des milliers de morts et a déplacé de centaines de milliers de personnes et a laissé un lourd héritage négatif. L'absence de véritable justice transitionnelle et de mécanismes de réconciliation a favorisé la persistance de la méfiance et des cycles de vengeance. Le territoire de Djugu vit aujourd'hui un héritage et une résurgence des conflits.

✓ Causes immédiates (facteurs déclencheurs et/ou aggravants)

Des acteurs politiques locaux et nationaux sont soupçonnés d'instrumentaliser les divisions identitaires à des fins électorales ou économiques. La diffusion de discours haineux à travers les radios communautaires ou les réseaux sociaux alimente la radicalisation⁶.

La compétition autour des ressources naturelles, en particulier minières et agricoles, constitue l'un des facteurs immédiats de la conflictualité dans le territoire de Djugu. Le territoire de Djugu regorge de richesses aurifères, exploitées principalement de manière artisanale, ce qui en fait un point focal pour divers groupes armés. Les localités de Mongwalu, Kobu et Kpandroma sont régulièrement le théâtre d'affrontements violents, motivés par le contrôle des sites d'extraction et des routes commerciales qui leur sont associées. Cette dynamique alimente non seulement l'économie de guerre locale mais complexifie aussi les efforts de pacification et de gouvernance. Selon plusieurs

⁴ Durant l'époque coloniale les Hema avaient saisi l'opportunité d'aller à l'école et ils avaient des rapports privilégiés avec les colons Belges

⁵ OCHA, 2024; GIZ/UNDP, 2022)

rapports d'ONG et d'observateurs indépendants⁷, les rivalités économiques entre groupes armés, souvent liées à des alliances opportunistes avec certains opérateurs économiques locaux, aggravent l'instabilité et entravent l'accès humanitaire.

Les violences communautaires prennent souvent la forme de représailles. Une attaque contre une communauté entraîne une réponse armée de l'autre, perpétuant les cycles de violence. L'absence de justice crédible et de mécanismes traditionnels de médiation renforce cette dynamique⁸.

3. Description de principaux acteurs et parties prenantes aux conflits

Depuis plusieurs décennies, plusieurs acteurs interviennent directement et indirectement dans les conflits sur le territoire de Djugu. Il s'agit de groupes armés, d'acteurs communautaires et d'autres parties prenantes institutionnelles et civiles.

Trois grands groupes armés s'affrontent principalement : 1) CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo), une milice principalement issue de la communauté Lendu ; elle serait impliquée dans des attaques contre les civils, des affrontements avec l'armée et le contrôle de sites miniers. Elle est fragmentée en plusieurs factions, certaines plus radicales que d'autres. CODECO justifie souvent ses actions comme une réponse à la marginalisation économique de sa communauté⁹ ; 2) Zaïre / Jeunesse Zaïre, groupe d'autodéfense principalement Hema. Cette milice serait aussi impliquée dans des violences et des représailles. Elle est présente dans plusieurs zones minières artisanales ; 3) Des groupes armés résiduels qui sont issus des conflits précédents (ex-UPC¹⁰, ex-FNI¹¹, FRPI¹²) qui ont conservé des structures armées.

En réponse à l'insécurité et aux attaques de milices comme CODECO ou Zaïre, plusieurs groupes d'autodéfense non encadrés ont émergé dans le territoire de Djugu. Organisés sur une base communautaire et villageoise, ces groupes opèrent en dehors de tout cadre légal, à l'instar des autres groupes armés. Parmi eux, le groupe Chini ya Tuna / Chini ya Mungu, actif dans les chefferies de Walendu Pitsi et Walendu Djatsi, est lié à la communauté Lendu et aurait ponctuellement collaboré avec certaines factions de CODECO. Le groupe d'autodéfense Ndo-Okebo, moins structuré, est présent dans le nord-est de Djugu et fonctionne à l'échelle locale sans affiliation claire. Bien qu'ils visent la protection des communautés, ces groupes participent parfois à l'escalade des violences locales.

Les communautés locales Hema et Lendu : Ces deux principales communautés sont au cœur des tensions. Les griefs liés à l'accès à la terre, à la gestion des ressources naturelles (notamment minières) et aux inégalités perçues sont instrumentalisés par les groupes armés et certains leaders communautaires pour attiser les haines communautaires¹³. Selon plusieurs témoignages, les leaders communautaires attisent les tensions en recourant à des discours clivants qui présentent l'autre communauté comme une menace. Ces leaders exploitent également les frustrations liées au manque de terres, à la compétition pour les ressources naturelles (notamment l'or), ainsi qu'aux difficultés d'accès à l'emploi et aux opportunités économiques.

⁷ IPIS 2023 ; MONUSCO 2024

⁸ MONUSCO, 2023 ; OCHA, 2024

⁹ MONUSCO (2023). *Rapport sur la situation sécuritaire en Ituri*.

¹⁰ Union des Patriotes Congolais de Thoman Lubanga

¹¹ Front des Nationalistes et Intégrationnistes de Floribert Ndjabu et Mathieu Ngudjolo Chui

¹² Force de Résistance Patriotique de l'Ituri

¹³ CICR (2022). *Les dynamiques communautaires dans les zones de conflit en Ituri*.

Autres communautés : Les Alur, Ndo-Okebo et autres groupes vivant dans le territoire sont également affectés par le conflit, bien qu'ils ne soient pas directement impliqués dans les affrontements principaux.

Acteurs politiques (nationaux et provinciaux) et autorités locales : Les acteurs politiques et certaines autorités locales sont régulièrement accusés de manipuler les tensions ethniques à des fins de mobilisation communautaire. En exploitant les clivages identitaires, ils alimentent les conflits afin de consolider leur base de pouvoir. Plusieurs d'entre eux seraient également impliqués dans le soutien direct ou indirect à des groupes armés, dans le but de sécuriser un accès privilégié aux ressources naturelles, notamment l'or. Par ailleurs, ils jouent un rôle déterminant dans l'attribution des droits d'exploitation des carrés miniers, souvent en influençant les chefs coutumiers, en contradiction avec les dispositions du Code minier qui encadrent strictement ces procédures¹⁴.

Opérateurs économiques : Les opérateurs économiques locaux (comptoirs, petits exploitants) et internationaux (entreprises et exploitants chinois) sont aussi accusés de jouer un rôle complexe et souvent ambivalent dans les conflits en Ituri en général, et plus particulièrement à Djugu. Certains d'entre eux sont accusés, ou seraient en train de, financer des groupes armés pour protéger leurs intérêts commerciaux ou pour obtenir un accès privilégié aux ressources. Les exploitants chinois sont accusés de collaborer avec des groupes armés pour sécuriser leurs activités d'exploitation de l'or¹⁵.

Acteurs institutionnel et humanitaires sont aussi à prendre en compte dans l'analyse du contexte conflictuel du territoire de Djugu:

- Les FARDC, souvent limitées dans leur capacité de sécuriser les populations ou contestées dans leur légitimité
- Les autorités coutumières qui parfois jouent un rôle ambivalent dans la médiation locale ou sont impliquées dans les conflits fonciers.
- Les populations civiles déplacées, victimes directes des violences, sont souvent instrumentalisées dans les conflits.
- Les acteurs humanitaires, présents dans le territoire pour l'assistance humanitaire, sont clés pour la documentation des besoins et de la protection des civils ; ils sont souvent contraints de suspendre leurs activités à cause de l'insécurité.

4. Changements dans le contexte et la dynamique des conflits

✓ *Changements par rapports aux acteurs*

Depuis quelque temps, le groupe armé CODECO, principal acteur du conflit dans le territoire de Djugu, connaît une fragmentation progressive marquée par l'émergence de plusieurs factions dissidentes, telles que CODECO/URDPC, CODECO/FDP et CODECO/MZ¹⁶. Certaines de ces factions auraient amorcé un rapprochement avec les FARDC dans le cadre d'initiatives locales de paix. En revanche, d'autres rejettent clairement tout dialogue, poursuivant leurs attaques contre les civils, en particulier dans les zones de Drodro et Largu¹⁷.

La milice Zaïre, initialement perçue comme un groupe d'autodéfense communautaire Hema, poursuit aussi l'expansion de ses activités vers le sud du territoire de Djugu. Depuis juin 2025, elle mène des offensives armées contre plusieurs positions de la milice CODECO dans des localités majoritairement peuplées par des Lendu, notamment dans les zones de Lenga et Tchomia. Ces opérations armées marquent un tournant dans la stratégie du groupe, contribuant à une recrudescence des tensions intercommunautaires et à une aggravation de la crise sécuritaire dans cette partie de l'Ituri¹⁸. Selon

¹⁴GEC – Groupe d'étude sur le Congo (2023). *Conflits locaux et dynamiques armées en Ituri*.

¹⁵ <https://7sur7.cd/2024/11/16/ituri-des-chinois-accuses-de-collaborer-avec-des-groupes-armes>

¹⁶ Radio Okapi, juin 2025

¹⁷ MONUSCO, Bulletin des Droits de l'Homme, juillet 2025).

¹⁸ OCHA, Rapport de situation Ituri, juillet 2025

plusieurs observateurs et analystes, la milice Zaïre entretiendrait des échanges réguliers d'armes, d'équipements et de renseignements avec le Mouvement d'Autodéfense Populaire de l'Ituri (MAPI), dans le but de coordonner leurs offensives. Ces deux groupes partageraient une idéologie commune centrée sur la défense des intérêts de la communauté Hema. Il est important de préciser que le MAPI est perçu comme une structure armée constituée en grande partie d'anciens membres de milices Hema dissoutes ou démobilisées. Ce rapprochement stratégique vise à renforcer leur capacité d'action en réponse aux attaques récurrentes menées par la milice CODECO, en affichant un front uni.

Certaines organisations locales ont signalé un renforcement de la présence des FARDC dans des localités clés telles que Drodoro, Jiba et Lita, dans le cadre du lancement d'opérations ciblées contre les groupes armés, notamment le CODECO. Toutefois, cette initiative se heurte à des contraintes logistiques importantes, limitant la capacité des forces gouvernementales à mener des actions durables et coordonnées sur le terrain. Aussi, plusieurs sources locales et organisations humanitaires signalent une méfiance persistante de la population envers certains contingents de l'armée, accusés de collusion ou de passivité face aux exactions¹⁹. La CRP (Convention pour la Révolution Populaire) est un mouvement politico-militaire créé en 2025 dans un contexte de frustration face à l'échec de l'État à sécuriser l'Ituri et dirigé actuellement par Thomas Lubanga. La CRP aurait été impliquée dans des attaques perpétrées dans les environs de Nyamamba, ce qui a conduit à sa traque par les FARDC. En outre, des experts des Nations Unies évoquent des liens indirects entre la CRP et le Mouvement du 23 mars (M23), ajoutant une dimension régionale aux alliances entre groupes armés²⁰.

✓ **b. Changement dans les facteurs/causes**

Entre mai et juillet 2025, une évolution notable a été observée dans les dynamiques alimentant les conflits dans le territoire de Djugu. Durant cette période, le conflit, initialement enraciné dans des différends historiques à forte dimension identitaire, s'est complexifié en intégrant des enjeux économiques, politiques et sécuritaires grandissant. Cette mutation des causes initiales témoigne d'une instrumentalisation croissante des tensions communautaires au profit d'intérêts stratégiques divers.

Les anciennes rivalités entre Hema et Lendu portant notamment sur les terres, l'accès aux ressources naturelles et la légitimité des autorités coutumières demeurent au cœur des tensions actuelles et continuent d'alimenter les violences entre ces deux communautés. Depuis mai 2025, ces contentieux historiques sont de plus en plus instrumentalisés par des leaders politico-militaires, qui s'en servent pour mobiliser leurs partisans ou justifier des attaques ciblées de part et d'autre.

En effet, certaines analyses soutiennent que la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, en particulier de l'or à Mongwalu, Kobu et Kpandroma, est devenue l'un des principaux moteurs du conflit dans le territoire de Djugu. Plusieurs factions de la CODECO, ainsi que d'autres groupes armés, se livrent à une concurrence acharnée pour s'appropriier les zones riches en minerais, parfois avec le soutien d'opérateurs économiques. Cette dynamique alimente une véritable économie de guerre, où les intérêts économiques tendent à supplanter les revendications communautaires traditionnelles.

D'après un rapport du HCR sur les mouvements de population, la crise M23 dans la province du Nord-Kivu et d'autres territoires de l'Ituri a provoqué d'importants mouvements de population vers le territoire de Djugu. Ces déplacements de populations accentuent la pression foncière, exacerbant les conflits d'accès à la terre dans certaines chefferies (notamment Banyali-Kilo et Walendu-Djatsi)²¹.

¹⁹ Radio Okapi, juin 2025 ; OCHA, 2025

²⁰ Coralie Pierret, « [RDC: nouveaux affrontements en Ituri entre les FARDC et une nouvelle milice créée par Thomas Lubanga \[archive\]](#) », Radio France internationale, 2 juin 2025.

²¹ UNHCR, Rapport de suivi des mouvements de population, juin 2025 ; IOM DTM, Rapport sur les déplacements internes, juillet 2025

On évoque également l'infiltration de combattants étrangers ou de mercenaires dans certains groupes armés dans des rapports locaux de sécurité²².

Djugu a connu une recrudescence des violences qui illustrent une escalade du conflit armé, malgré les efforts de stabilisation. Au mois de juin, 25 personnes ont été tuées lors d'une attaque sur le site de déplacés de Djangi (zone de santé de Drodro). En outre, les zones de santé de Nizi, Tchomia, Fataki et Drodro ont été particulièrement touchées par des attaques ciblées et des affrontements. Environ 9 300 personnes déplacées en juin vers la zone de santé de Lita, considérée comme plus sûre.

5. Impacts pour la communauté Humanitaire, Développement et Paix

Dans le contexte de Djugu, les acteurs HDP²³ peuvent faire face à plusieurs risques :

Types de risque	Description	Mitigation /Sensibilité requise
Perception de favoritisme dans le ciblage de l'aide	Le ciblage des bénéficiaires de l'aide humanitaire peut être perçu comme favorisant une communauté, ce qui peut alimenter les ressentiments intercommunautaires et risque d'envenimer les tensions existantes. Renforcement d'une manière involontaire des inégalités structurelles, ex. : lorsque les infrastructures sont concentrées dans certaines zones au détriment d'autres.	➤ Mise en place de critères de vulnérabilité objectifs, inclusifs et transparents, pour éviter toute perception de discrimination ou de favoritisme entre les communautés bénéficiaires de l'aide. ➤ Implication des représentants de toutes les communautés locales à la planification, au ciblage et à la mise en œuvre des actions humanitaires, afin de renforcer l'appropriation et de prévenir les tensions.
Instrumentalisation de l'aide par les groupes armés	Certains groupes armés tentent d'influencer la distribution de l'aide humanitaire ou de s'approprier une partie de l'aide, ce qui peut mettre en mal quelques principes humanitaires, notamment d'impartialité et de neutralité.	➤ Évaluation régulière des dynamiques locales : comprendre les acteurs armés, leurs zones d'influence, leurs motivations et leurs interactions avec les communautés. ➤ Cartographie des flux d'aide : identifier les points de vulnérabilité où l'aide peut être détournée ou manipulée. ➤ Suivi participatif en impliquant les communautés dans le suivi de l'aide pour renforcer la redevabilité locale.
Augmentation des besoins	Les violences ont provoqué	➤ Analyse profonde des besoins

²² <https://actualite.cd/index.php/2023/08/14/rdc-les-milices-occupent-70-des-territoires-de-djugu-et-dirumu-en-labsence-de-larmee-onu?>

²³23 Humanitaire, Développement et Paix.

humanitaires	d'importants mouvements de population, générant une forte pression sur les infrastructures d'accueil dans des localités comme Roe, Drodoro ou Bunia. Cette situation a entraîné une augmentation des besoins humanitaires en matière d'abris, d'eau, de santé ou de nutrition dépassant souvent les capacités de réponse disponibles sur le terrain.	humanitaires et adaptation des actions. ➤ Amélioration et promotion de la coordination humanitaire, de la complémentarité et du partenariat responsable.
Perturbation des initiatives de développement	L'instabilité chronique entrave la mise en œuvre des projets de relèvement et de développement communautaire. De nombreuses initiatives dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture ou de l'autonomisation économique ont été suspendues, repoussées, voire abandonnées.	➤ Intégration de l'approche participative dès la conception et planification des projets de développement, en impliquant les communautés locales dans l'identification des besoins et en mettant en place un comité local de développement (incluant toutes les communautés Hema et Lendu) qui décidera des priorités en matière d'infrastructures sociales. ➤ Construction d'une résilience communautaire face aux chocs et aux violences.
Restriction de l'accès humanitaire	L'insécurité généralisée, marquée par des affrontements réguliers, des barrages érigés par des groupes armés et l'instabilité des axes routiers, compromet gravement l'accès aux zones les plus affectées. Certaines organisations ont été contraintes de suspendre leurs opérations afin de protéger leur personnel face aux risques d'attaques et d'enlèvements, laissant les communautés locales isolées et exposées à la violence.	➤ Combinaison des mesures de sécurité, de négociation, de logistique adaptative et de coordination stratégique en analysant la sécurité, en recourant à la négociation de l'accès et en développant des réseaux d'informateurs locaux pour anticiper les risques.
Affaiblissement des dynamiques de paix	Les cycles de violence répétés sapent les efforts de dialogue intercommunautaire et freinent les processus de réconciliation. Certaines initiatives locales de médiation sont récupérées par des groupes politico-militaires à des fins de légitimation ou de	➤ Identification des acteurs de paix et de comprendre leurs relations et alliances. ➤ Implication des leaders communautaires reconnus (jeunes, femmes, autorités locales) aux démarches de paix. ➤ Établissement d'une liaison entre

	manipulation, ce qui réduit leur crédibilité et leur acceptabilité auprès des communautés concernées.	les dialogues et les actions concrètes comme l'accès aux moyens de subsistance ou aux services de base. ➤ Suivi et évaluation régulière des effets de différentes actions de paix sur le terrain.
Exposition accrue des intervenants	Les travailleurs humanitaires et les acteurs de paix sont de plus en plus exposés à des risques sécuritaires directs (enlèvements, pillages, menaces). Ce climat d'insécurité restreint leur mobilité et complique leur présence sur le terrain. Le personnel local, souvent issu des communautés touchées, est particulièrement vulnérable à la stigmatisation, aux intimidations et aux représailles.	➤ régulière des dynamiques locales des conflits et développement d'une veille communautaire pour anticiper les mouvements des groupes armés. ➤ Impartialité face aux alliances et contre-alliances communautaires qui existent dans le territoire de Djugu. ➤ Formation régulière des équipes en sensibilité aux conflits et sur les dynamiques locales, pour qu'elles puissent éviter ou minimiser les impacts négatifs des interventions sur la cohésion entre les communautés.

6. Recommandations

Dans le contexte des tensions ethniques persistantes entre les communautés voici quelques recommandations clés formulées en faveur des acteurs HDP du territoire de Djugu :

- ✓ Face aux méfiances intercommunautaires, les acteurs HDP doivent intégrer une analyse de sensibilité aux conflits dans toutes les étapes du projet (avant, pendant et après les interventions). Ces analyses contextuelles doivent être participatives en intégrant les acteurs et les structures communautaires de paix.
- ✓ Face aux mauvaises perceptions de l'aide humanitaire, de développement et de paix, les acteurs devraient adopter une approche inclusive et équitable dans la sélection des bénéficiaires et des partenaires, et de développer des mécanismes de veille et de redevabilité communautaires
- ✓ Face aux déficits de l'aide liés à plusieurs causes (sécuritaires, sociales, nombre élevé de besoins), tous les acteurs doivent renforcer la coordination et le dialogue entre les acteurs humanitaires, étatiques et communautaires en faisant fonctionner les plateformes (multi-acteurs) locales de coordination sensibles aux conflits.
- ✓ Face à la perception de favoritisme dans le ciblage de l'aide, les acteurs humanitaires, de développement et de paix (HDP) devraient associer et impliquer de manière inclusive toutes les communautés locales (notamment Hema, Lendu, Ndo Okebu, Alur et autres) dans les comités de ciblage et de sélection des bénéficiaires, et publier de manière transparente les critères d'éligibilité à l'aide, en précisant que celle-ci est attribuée exclusivement sur la base des besoins objectivement vérifiés, et non sur une appartenance ethnique, conformément aux principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'humanité.

- ✓ Face à l'instrumentalisation de l'aide par le groupe armé, les acteurs HDP devraient renforcer la coordination avec les autorités locales et les acteurs de sécurité afin de garantir la sécurisation des sites de distribution, diversifier et de multiplier les points de distribution pour faciliter un accès équitable et réduire les risques de tensions afin de favoriser des activités de relèvement rapide telles que le cash-for-work, l'agriculture, la formation professionnelle qui ont tendance à réduire la dépendance totale à l'aide, qui est souvent instrumentalisée.
- ✓ Face à l'augmentation des besoins humanitaires dans le territoire de Djugu, les acteurs HDP devraient privilégier l'approche *Nexus*, en favorisant la complémentarité dans la délivrance de l'aide, afin de renforcer l'analyse conjointe des besoins et d'assurer une réponse proportionnée et équitable en priorisant des interventions multisectorielles intégrées (sécurité alimentaire, protection, santé, éducation, abris) et renforcer la coordination avec les autorités locales ainsi qu'avec les communautés.
- ✓ Face à l'affaiblissement des dynamiques de paix, les acteurs HDP devraient promouvoir les activités intercommunautaires qui sont de nature à faciliter la création des espaces de rencontre et de collaboration entre les communautés ; par exemple les activités génératrices de revenus (AGR), le champ communautaire, les activités culturelles.

BIBLIOGRAPHIE

1. Groupe d'étude sur le Congo (GEC), « Les racines des violences en Ituri », 2021.
2. Turner, T. (2007). The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality
4. OCHA, 2024; GIZ/UNDP, 2022)
5. Human Rights Watch, 2005; International Crisis Group, 2020.
6. International Crisis Group, 2020; Radio Okapi, 2023.
7. MONUSCO, 2023; OCHA, 2024
8. MONUSCO (2023). Rapport sur la situation sécuritaire en Ituri.
9. Union des Patriotes Congolais de Thoman Lubanga Front des Nationalistes et Intégrationnistes de Floribert Ndjabu et Mathieu Ngudjolo Chui
10. Force de Résistance Patriotique de l'Ituri
11. CICR (2022). Les dynamiques communautaires dans les zones de conflit en Ituri.
12. GEC – Groupe d'étude sur le Congo (2023). Conflits locaux et dynamiques armées en Ituri.
13. <https://7sur7.cd/2024/11/16/ituri-des-chinois-accuses-de-collaborer-avec-des-groupes-armes>
14. Radio Okapi, juin 2025
15. MONUSCO, Bulletin des Droits de l'Homme, juillet 2025.
16. OCHA, Rapport de situation Ituri, juillet 2025
17. Radio Okapi, juin 2025 ; OCHA, 2025

18. Coralie Pierret, « RDC : nouveaux affrontements en Ituri entre les FARDC et une nouvelle milice créée par Thomas Lubanga [archive] », Radio France internationale, 2 juin 2025.
19. UNHCR, Rapport de suivi des mouvements de population, juin 2025 ; IOM DTM, Rapport sur les déplacements internes, juillet 2025